



GROUPE RENAULT

119, rue du Point du Jour - 92109 BOULOGNE
☎ 01.76.84.14.33 / 01.76.84.14.34 - 📠 01.76.84.14.35
www.cgt-renault.com - e.mail usines@cgt-renault.com
[Intranet Renault](#) e.mail : cgt.central@renault.com

Le 07/09/11

Fonderie du Poitou Aluminium

En exigeant une baisse des prix au groupe Montupet, la direction de RENAULT conduit les salariés de la fonderie du Poitou à accepter une baisse de 25% de leur rémunération.

→ Une catastrophe sociale et l'implosion d'un outil industriel lourdes de conséquences pour l'avenir de Renault

EXIGENCES DE LA DIRECTION

➤ Pour le personnel de production :

- Une baisse de 15% des salaires,
- Une réduction des horaires hebdomadaire passant de 38H75 à 35H00 payées 35H00.
- La suppression de la grille de salaire.

Au cumul et avec l'incidence sur les heures supplémentaires et les primes, les salariés subiraient une perte **de 25% de leur rémunération.**

➤ Pour la main d'œuvre indirecte :

- La mutation d'une cinquantaine de personnes dans d'autres établissements du groupe Montupet,
- Le gel de salaire sur 3 ans,
- La suppression de 14 jours de RTT.

Rappel historique :

Créées par RENAULT, les fonderies du Poitou ont été revendues par RENAULT en 1998 comme toutes les fonderies du groupe à l'exception de celle du Mans. La direction de l'époque justifiait ces ventes à un grand groupe Italien Teksid comme une opportunité de développement de ses activités et de ses volumes et au final, par une baisse des prix de pièces pour RENAULT. En quelque sorte, une opération « gagnant/gagnant » !

Mais la réalité a été toute autre. Depuis 1998, les fonderies ont été revendues et rachetées maintes fois par des entreprises dont le seul objectif visait à prélever le maximum d'argent à court terme pour les revendre ensuite.

- **Remise en cause sociale** (salaire, emploi, conditions de travail), pertes de compétences, absence totale d'investissements et trésorerie totalement asséchée !

Pour les fonderies de Bretagne et de Cléon, la direction a été contrainte de payer les fournisseurs au « *cul du camion* », pour éviter les ruptures d'approvisionnement de RENAULT.

Les luttes des salariés des Fonderies de Bretagne et de Cléon ont contraint la direction générale à les réintégrer dans RENAULT et réinvestir fortement pour les remettre en état et les moderniser (125 millions d'€ sur la seule fonderie de Bretagne).

Pour équilibrer sa trésorerie, RENAULT a augmenté les prix de vente de la fonderie de Bretagne de 10% et annoncé un plan d'embauches de 97 personnes (55 embauches en CDI et 42 mutations de salariés venant d'autres sites

RENAULT)

A défaut, RENAULT était dans l'incapacité d'assurer le bon fonctionnement de nos usines.

Voilà donc à quoi conduit cette logique de profits à court terme :

- **Une catastrophe sociale**. Une baisse considérable des emplois, une baisse des acquis sociaux, une perte importante des compétences qui, dans le secteur Fonderie, sont très spécifiques.
- **Une catastrophe industrielle**, où l'outil industriel a été fortement détérioré au point de mettre en péril l'existence même de ces unités de production.

**Au bout du compte, la direction de Renault paie ce qu'elle a elle-même créé !
En voulant gagner de l'argent, elle en a beaucoup perdu !**

La direction doit sortir de son dogmatisme !

Fin 2009, la Fonderie du Poitou était en redressement judiciaire et appartenait à un fonds d'investissement allemand Bavaria. Comme pour les autres fonderies, c'est RENAULT qui se portait caution pour l'achat des matières premières.

Les activités de la Fonderie du Poitou Aluminium sont pour 85% destinées à RENAULT et 15% pour PSA.

Pour la direction, réintégrer la Fonderie du Poitou Aluminium dans RENAULT revenait à admettre que sa politique d'externalisation et de pression sur les prix est suicidaire, mais c'était aussi encourager les salariés de la Fonderie de Bretagne à poursuivre leur lutte exigeant leur réintégration au sein de RENAULT, comme les salariés de la fonderie de Cléon l'avaient obtenue en 2008.

Elle a donc choisi de faire pression sur le groupe Montupet pour qu'il rachète la Fonderie du Poitou Aluminium, en lui promettant de substantielles royalties et le maintien de gros volumes de production.

Et pour faire passer la pilule aux salariés et élus de la FDPA, c'est même la direction de RENAULT qui a rédigé un argumentaire au Président Directeur

Général de la Fonderie du Poitou (de Bavaria) **pour justifier la vente à Montupet.**

Dans un courrier confidentiel daté du 2 novembre 2009, la direction écrit ce qu'il faut dire aux salariés et notamment : « RENAULT n'est absolument pas dans une orientation de désengagement de FDPA... Il demeure un besoin capacitaire important à partir de fin 2011... RENAULT exprime son soutien au rapprochement avec FDPA avec Montupet. Celui-ci permettra à la Fonderie du Poitou Aluminium de pouvoir s'adosser à un groupe industriel de taille mondiale, disposant d'un portefeuille très diversifié et maîtrisant l'ensemble des technologies de fonderie Aluminium... ».

La direction de RENAULT ressort les mêmes arguments qu'elle a utilisés en 1998 et qui produiront les mêmes effets.

Depuis la reprise de la FDPA fin 2009, Montupet n'a pas investi un centime d'€ et a déjà retenu 2,2 millions d'€ dans la trésorerie au titre des frais de siège du prélèvement sur les bénéfices.

C'est l'avenir même de la Fonderie du Poitou Aluminium qui est posé !

Dans l'intérêt de la FDPA et de RENAULT, la FDPA doit être réintégrée à RENAULT.

Avec les organisations syndicales de la FDPA (CGT/CFE-CGC/FO/UDT), c'est ce que demande l'ensemble des salariés de la Fonderie du Poitou. Dans un courrier envoyé à la direction de RENAULT (voir sur notre site Internet), les syndicats CGT RENAULT, CFE-CGC et FO soutiennent la lutte des salariés de la FDPA et demandent également la réintégration au plus vite de la Fonderie au sein de RENAULT.

Car au-delà de l'avenir de la FDPA, c'est l'avenir de Renault qui est aussi en jeu !